

20250709 Libération

<https://www.liberation.fr/politique/patrice-vergriete-maire-de-dunkerque-la-gestion-politique-de-la-crise-des-migrants-est-absurde-inefficace-et-terriblement-cruelle-20250709-AP3KNIIVT5G3JOAUGZBSETOCGM/>

Interview

Patrice Vergriete, maire de Dunkerque : « La gestion politique de la crise des migrants est absurde, inefficace et terriblement cruelle »

Article réservé aux abonnés

L'élus, ancien ministre d'Elisabeth Borne et Gabriel Attal, condamne l'approche actuelle de la France vis-à-vis des migrants tentant la traversée vers le Royaume-Uni.



Patrice Vergriete, ancien ministre des Transports, à Paris, le 26 juillet 2024. (Thibaud Moritz/AFP)
par Mathis Lyko

Patrice Vergriete a été [ministre chargé du Logement](#), entre juillet 2023 et janvier 2024, sous le gouvernement Borne, puis ministre chargé des Transports, entre février et septembre 2024, au sein du gouvernement Attal. En novembre 2024, il a repris sa fonction de maire de Dunkerque (Nord), qu'il occupait depuis dix ans avant d'entrer au gouvernement. Sa ville est le point de [départ de nombreuses traversées de migrants](#), à bord de «small boats» pour rejoindre les côtes anglaises. Depuis le début de l'année, plus de 20 000 personnes ont rejoint le Royaume-Uni, quinze ont péri dans la Manche.

Quel est votre sentiment vis-à-vis de la politique française actuelle, basée sur [les accords du Touquet](#) signés avec le Royaume-Uni en 2004 ?

La gestion politique de la crise des migrants vers l'Angleterre est absurde, inefficace et terriblement cruelle. Nous enregistrons des morts chaque mois, nous observons des corps qui s'échouent sur nos plages de la Côte d'Opale et nous sommes forcés de regarder avec impuissance.

Les policiers reçoivent l'ordre de prévenir le départ des migrants par la mer, alors qu'ils font tout pour rejoindre le Royaume-Uni. On essaie d'empêcher des gens en situation irrégulière sur le sol français de quitter le territoire. C'est un peu des OQTF à l'envers.

L'absurdité totale, qui me met en colère, réside dans le fait que 71 % des personnes risquant leur vie sur des bateaux de fortune obtiennent l'asile à leur arrivée au Royaume-Uni. Le problème est politique, mais le gouvernement tente d'y répondre en durcissant la doctrine, bien que cela ne change rien. Il faut une vraie réponse politique.

Existe-t-il des solutions viables et efficaces pour répondre aux problématiques liées à la migration vers le Royaume-Uni ?

Deux solutions sont possibles, sur le court et le long terme. La première serait d'instruire sur le continent européen les demandes d'asile en Grande-Bretagne. Une politique de cet ordre permettrait aux 71 % des migrants obtenant l'asile au Royaume-Uni de se rendre légalement sur le sol anglais, sans risquer leur vie dans la Manche. Les demandes pourraient s'effectuer depuis un consulat français. Nous avons évoqué celui de Lille avec Jean-Noël Barrot [*ministre des Affaires étrangères, ndlr*], lors de son passage à Dunkerque début juin. Une fois la demande validée, les migrants pourront emprunter les voies légales. Le problème ne serait pas totalement réglé, mais il ne resterait «que» 29 %, soit 600 personnes, en situation irrégulière à Dunkerque. Les mafias de passeurs en seraient également affaiblies. Car plus on renforce les contrôles, plus ces réseaux [mettent en danger la vie des migrants](#). Il faut donc prendre le problème dans l'autre sens.

Sur le long terme, il me semble nécessaire de converger vers un droit d'asile européen, avec des droits, des critères et des procédures d'instruction communes. Cela poserait un cadre, et réglerait la question du retour à l'envoyeur, souvent au cœur des tensions avec l'Italie et la Grèce. Ce droit, couplé avec les accords Schengen, permettrait aux personnes de s'installer où elles le souhaitent sur le sol européen. Cela fait dix ans que je propose ces mesures concrètes, mais elles ne sont jamais écoutées.

Reportage

[«Je suis venu pour être inscrit à l'école» : les mineurs isolés manifestent pour leur droit à la scolarisation](#)

Lors de son [déplacement au Royaume-Uni cette semaine](#), Emmanuel Macron doit évoquer le sujet migratoire avec le Premier ministre, Keir Starmer. Quels résultats en attendez-vous ?

Si la rencontre débouche sur une augmentation des moyens pour le maintien de l'ordre, pour le matériel de surveillance, je serai extrêmement déçu. Ce sont des hommes politiques, alors j'attends d'eux une résolution politique du problème.

S'il s'agissait d'un problème de maintien de l'ordre, ce sont les responsables de la police des deux pays qui devraient échanger. Mais on a bien deux hommes politiques qui vont se parler. [Alors, parlons de politique](#). Parlons de droit d'asile, et de filière légale d'immigration.

Votre ville vit au rythme des crises migratoires internationales depuis plus de vingt ans. Comment a-t-elle évolué ?

Aujourd'hui, la communauté urbaine de Dunkerque recense près de 2 000 migrants en permanence. Il y a une nette augmentation ces dernières années, notamment depuis la fermeture de la «jungle de Calais» et le renforcement des dispositifs policiers dans les camps. La présence de migrants crée évidemment des problématiques sur les plages et dans les rues avec des déchets qui jonchent les sols, dans les transports en commun. Le paysage lui aussi a évolué au gré des actions policières. Certains bois ont été coupés pour empêcher les migrants de s'y cacher et donner plus de «transparence» aux camps.

Les riverains assistent à des affrontements en pleine nuit entre la police et les migrants souhaitant partir, avec des combats de rue, des tirs de grenades défensives, des encerclements. Le territoire dunkerquois subit les crises migratoires internationales. Cela nourrit la xénophobie et [les idées du Rassemblement national](#), qui se nourrit du problème pour capitaliser sur la haine, sans jamais apporter de réponses.